

F. 99 — 2418

[S - C - 99/14117]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal relatif aux redevances à payer à l'Institut par les personnes tenues de faire une déclaration de services de télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 90bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques énonce à l'article 90bis que le Roi fixe le montant des frais de dossier à payer à l'Institut par les personnes tenues de faire une déclaration pour l'exploitation de services de télécommunications autres que le service de téléphonie vocale, la fourniture du service des lignes louées ou des services mobiles.

Le présent arrêté règle l'exécution de cet article.

A cette fin, une distinction est faite entre trois types de déclarations, qui entrent chacune des frais de dossier différents.

Les montants sont déterminés en fonction de l'examen que nécessite chaque déclaration. L'examen d'une déclaration d'un Bureau Privé pour les Télécommunications, par exemple un « phone shop », exige un examen moins long qu'une déclaration d'un groupe fermé d'utilisateurs - pour laquelle il faut entre autres vérifier si le groupe d'utilisateurs est bien fermé. Ce qui explique les divergences dans les frais de dossier.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux redevances à payer à l'Institut par les personnes tenues de faire une déclaration de services de télécommunications", a donné le 9 décembre 1998 l'avis suivant :

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1^{er}

Il convient d'écrire "notamment l'article 90, rétabli par la loi du 19 décembre 1997, § 1^{er}, et l'article 90bis, inséré par la loi du 19 décembre 1997" au lieu de "notamment l'article 90bis, modifié par la loi du 19 décembre 1997", ainsi que d'omettre les mots "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne". Il n'est, en effet, pas d'usage de mentionner les textes modificatifs en citant leur intitulé.

Alinéa 3

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le texte néerlandais du 2. doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La définition donnée du "Bureau privé de télécommunications" manque de précision - imprécision d'autant plus grave que l'arrêté en projet a pour objet d'imposer le paiement de redevances à ces "bureaux privés" - et ne permet pas de déterminer le champ d'application de l'arrêté en projet.

N. 99 — 2418

[S - C - 99/14116]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit betreffende de rechten die aan het Instituut moeten betaald worden door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen van telecommunicatiediensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven voorziet in artikel 90bis dat de Koning het bedrag vaststelt van de dossierkosten die aan het instituut moeten worden betaald door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen voor het uitbaten van telecommunicatiediensten, andere dan de spraaktelefoniedienst, de levering van de dienst huurlijnen of de mobiele diensten.

Dit besluit regelt de uitvoering van dit artikel.

Daartoe maakt het een onderscheid tussen drie soorten aangiften, die elk onderscheiden dossierkosten met zich meebrengen.

De bedragen zijn vastgesteld in functie van het onderzoek dat voor iedere aangifte nodig is. Het onderzoek van een aangifte van een Privaat Bureau voor Telecommunicatie, bijvoorbeeld een zogenaamde "telefoonwinkel", vergt minder onderzoek dan de aangifte van een gesloten gebruikersgroep - waarbij onder andere nagegaan moet worden of de gebruikersgroep inderdaad gesloten is. Wat de uiteenlopende dossierkosten verklaart.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de rechten die aan het Instituut moeten betaald worden door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen van telecommunicatiediensten", heeft op 9 december 1998 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

Men schrijve : "inzonderheid op artikel 90, hersteld bij de wet van 19 december 1997, § 1, en op artikel 90bis, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997" in plaats van "inzonderheid op artikel 90bis, zoals gewijzigd door de wet van 19 december 1997". Bovendien behoren te vervallen, de woorden "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie". Het is immers niet gebruikelijk wijzigingsteksten met hun opschrift te vermelden.

Derde lid

Men schrijve : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van... » .

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. In 2° schrijve men "opgericht" in plaats van "opergericht".

2. De definitie van "Privaat Bureau voor Telecommunicatie" is niet voldoende precies - wat des te erger is daar met het ontworpen besluit beoogd wordt de verplichting op te leggen om aan die "private bureaus" rechten te betalen - en maakt het niet mogelijk de werkingssfeer van het ontworpen besluit te bepalen.

Il s'ensuit qu'il n'est pas possible, en l'état actuel, de déterminer si les services fournis par ces "bureaux" sont, ou non, soumis à déclaration ni quelle est la disposition de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques qui pourrait servir de fondement légal au texte en projet en ce qui les concerne.

3. Par ailleurs, il conviendrait d'écrire "3" au lieu de "2", devant la dernière définition figurant dans cet article.

Article 2

1. En ce qui concerne le 1°, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 1^{er}.

2. Dans les 1° et 2°, les mots "belges" sont à omettre, car superflus. La même observation vaut pour l'article 3, § 1^{er}.

Article 3

Le paragraphe 1^{er} soumet les services visés à l'article 2, 2° et 4°, de l'arrêté royal, encore à l'état de projet, concernant les catégories de services de télécommunications soumis à des conditions d'exploitation (1) (2), au paiement d'une redevance annuelle de dix-huit mille francs.

Il s'agit en fait des services vocaux ou de données qui sont fournis à des groupes fermés d'utilisateurs.

L'arrêté ministériel fixant les conditions d'exploitation imposées à certains services de télécommunications, également à l'état de projet soumis à la section de législation (3), oblige ces services à "communiquer tous les six mois à l'Institut toute modification dans la nature socio-économique ou professionnelle ou dans la composition du ou des groupes fermés d'utilisateurs". Le cas échéant, il(s) inform(ent) officiellement l'Institut qu'une telle modification ne s'est pas produite.

Dans l'avis L. 27.380/4, donné le 11 mars 1998, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'installation et d'exploitation de réseaux non publics de télécommunications", la section de législation observait :

« Contrairement aux autres dispositions de la loi du 21 mars 1991 qui prévoient, en ce qui concerne l'exploitation de services de télécommunications ou de réseaux publics de télécommunications, des redevances « pour l'analyse des dossiers de demande » ou « de candidature » (4), ainsi que des redevances « pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation » (5), l'article 92 prévoit seulement le paiement du « montant des frais de dossier. »

On peut dès lors douter que cette dernière disposition constitue un fondement légal suffisant pour prévoir, d'une part, une redevance unique « pour frais d'examen du dossier » et, d'autre part, une redevance annuelle « pour les frais de gestion du dossier ». »

La même observation vaut pour la présente disposition, l'article 90bis étant rédigé en termes identiques à ceux de l'article 92.

Il résulte en effet de la lecture de ces deux dispositions que la loi ne prévoit de redevances que pour le paiement de "frais de dossier" occasionnés par la déclaration préalable d'exploitation commerciale ou par une déclaration de cession.

Les redevances ne peuvent couvrir des frais consécutifs au traitement d'informations communiquées périodiquement à l'Institut dans le but exclusif de permettre à ce dernier de contrôler que le service déclaré n'a pas été modifié.

En conclusion, l'article 3 sera omis et la numérotation des autres articles du projet revue en conséquence.

Article 4 (devenant l'article 3)

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

Les mots "un quelconque" sont superflus et seront omis.

En outre, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

Dès lors que le projet d'arrêté ne définit pas les modalités de la déclaration, l'alinéa 1er sera omis.

Compte tenu de l'observation faite à l'article 3, l'alinéa 2 devient sans objet.

En conclusion, l'article 6 sera omis.

Hierdoor kan bij de huidige stand van zaken niet uitgemaakt worden of de diensten die deze "bureaus" aanbieden al dan niet moeten worden aangegeven, noch welke bepaling van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven zou kunnen dienen als rechtsgrond voor de ontworpen tekst wat die diensten betreft.

3. Voorts schrijve men "3" in plaats van "2" vóór de laatste definitie van dat artikel.

Artikel 2

1. In verband met onderdeel 1° wordt verwezen naar de onder artikel 1 gemaakte opmerking.

2. In de onderdelen 1° en 2° is het woord "Belgische" overbodig en behoort het te vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, § 1.

Artikel 3

In paragraaf 1 wordt bepaald dat een jaarlijks recht van achttienduizend frank verschuldigd is voor de diensten vermeld in artikel 2, 2° en 4°, van het nog in het stadium van een ontwerp verkerende koninklijk besluit betreffende de categorieën van telecommunicatiediensten waarvoor exploitatievoorwaarden worden opgelegd (1) (2).

In feite gaat het om spraakdiensten of datadiensten die aan gesloten gebruikersgroepen geleverd worden.

In het ministerieel besluit tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden die opgelegd worden met betrekking tot bepaalde telecommunicatiediensten, eveneens in het stadium van een ontwerp, dat aan de afdeling wetgeving voorgelegd is (3), wordt aan die diensten de verplichting opgelegd om "om de zes maanden elke wijziging in de socio-economische of professionele aard of in de samenstelling van de gesloten gebruikersgroep of -groepen, over te maken aan het Instituut". Desgevallend stelt hij het Instituut officieel op de hoogte van het feit dat dergelijke wijziging zich niet heeft voorgedaan.

In advies L. 27.380/4, gegeven op 11 maart 1998, over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken", heeft de afdeling wetgeving het volgende opgemerkt :

« In tegenstelling tot de andere bepalingen van de wet van 21 maart 1991 die, voor de exploitatie van telecommunicatiediensten of openbare telecommunicatienetwerken, voorzien in rechten « voor het onderzoek van de kandidatuurdossiers » (4), alsmede in rechten « voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op de vergunning » (5), voorziet artikel 92 alleen in de betaling van «het bedrag van de dossierkosten ».

Bijgevolg kan worden betwijfeld of de laatstgenoemde bepaling een rechtsgrond oplevert die toereikend is om enerzijds te voorzien in een eenmalig recht voor « de kosten voor het onderzoek van het dossier » en anderzijds in een jaarlijks recht « voor het beheer van het dossier ». »

Dezelfde opmerking geldt voor de onderhavige bepaling, aangezien artikel 90bis in dezelfde bewoordingen als die van artikel 92 gesteld is.

Als die twee bepalingen samengelezen worden, blijkt immers dat volgens de wet alleen rechten verschuldigd zijn ter dekking van "dossierkosten" voor de voorafgaande aangifte van commerciële exploitatie of van overdracht.

De rechten mogen niet dienen ter dekking van kosten ten gevolge van de verwerking van gegevens waarvan de periodieke mededeling aan het Instituut alleen tot doel heeft het in staat te stellen na te gaan of de aangegeven dienst niet gewijzigd is.

De slotsom is dat artikel 3 behoort te vervallen en dat de overige artikelen van het ontwerp dienovereenkomstig vernummerd moeten worden.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt)

In het tweede lid zou het woord "gebeurt", dat volgens Van Dale, GWNT in deze betekenis gewestelijk is en dat in de wetgevingstechniek niet gangbaar is, vervangen moeten worden door het woord "geschiedt".

Artikel 5

Het woord "enige" is overbodig en dient te vervallen.

Het zou beter zijn te schrijven : "... van de activiteiten geeft aanleiding tot volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de...".

Artikel 6

Doordat het ontwerp van besluit de nadere regels voor de aangifte niet omschrijft, behoort het eerste lid te vervallen.

Gelet op de onder artikel 3 gemaakte opmerking, is het tweede lid doelloos;

De slotsom is dat artikel 6 dient te vervallen.

Article 7

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Observation finale

Lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée. Par exemple, dans l'article 2 du projet, l'on écrira L'article 90, § 1^{er}, de la loi" au lieu de "l'article 90, § 1^{er} de la loi".

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat,

F. Delperée et J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

Note

(1) Dans le texte français, on veillera à reproduire l'intitulé exact de cet arrêté en projet.

(2) Projet faisant l'objet de l'avis L. 28.073/4.

(3) Avis L. 28.074/4

(4) Articles 87, § 2, et 89, §§ 1^{er}, 2 et 3.

(5) Article 87, § 2, alinéa 2, h), 89, §§ 1^{er}, 2 et 3, et 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, h.)

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal relatif aux redevances à payer à l'Intitut par les personnes tenues de faire une déclaration de services de télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 90, rétabli par la loi du 19 décembre 1997, § 1^{er}, et l'article 90bis, inséré par la loi du 19 décembre 1997;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 27 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° loi : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, créé par l'article 71 de la loi;

3° Bureau privé pour les Télécommunications : dispositif accessible au public pour la prestation de services de télécommunications.

Art. 2. Toute déclaration visée à l'article 90, § 1^{er}, de la loi donne lieu préalablement au paiement à l'Institut d'une redevance unique destinée à couvrir les frais d'examen du dossier. Cette redevance est fixée à :

1° 7 000 francs pour la déclaration d'un Bureau privé pour les Télécommunications;

2° 50 000 francs pour la déclaration des services fournis à des groupes fermés d'usagers, pour autant que ces services soient interconnectés avec un réseau public;

Artikel 7

De Raad van State ziet niet in om welke objectieve reden van de gebruikelijke regel voor de inwerkingtreding van verordeningsteksten zou moeten worden afgeweken.

Slotopmerking

Wanneer in een bepaling een gedeelte van een artikel wordt geciteerd, dient dat te geschieden door zowel op het nummer van het artikel als op de onderverdeling van het artikel die geciteerd wordt een komma te laten volgen. Zo bijvoorbeeld dient in artikel 2 van het ontwerp "artikel 90, § 1, van de wet" te worden geschreven, in plaats van "artikel 90, § 1 van de wet".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

F. Delperée en J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

Nota

(1) In de Franse tekst moet ervoor gezorgd worden dat het juiste opschrift van dat ontworpen besluit gebruikt wordt.

(2) Ontwerp waarover advies C. 28.073/4 handelt.

(3) Advies L. 28.074/4.

(4) Artikelen 87, § 2, en 89, §§ 1, 2 en 3.

(5) Artikel 87, § 2, tweede lid, h), 89, §§ 1, 2 en 3, en 92bis, § 1, tweede lid, h.)

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit betreffende de rechten die aan het Instituut moeten betaald worden door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen van telecommunicatiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 90, hersteld bij de wet van 19 december 1997, § 1, en op artikel 90bis, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 27 februari 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° wet : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, opgericht bij artikel 71 van de wet;

3° Privaat Bureau voor Telecommunicatie : voor het publiek toegankelijke inrichting voor het verlenen van telecommunicatiediensten.

Art. 2. Elke aangifte bedoeld in artikel 90, § 1, van de wet, geeft voorafgaandelijk aanleiding tot de betaling aan het Instituut van een eenmalig recht bestemd om de kosten voor het onderzoek van het dossier te dekken. Dit recht is vastgesteld op :

1° 7 000 frank voor de aangifte van een Privaat Bureau voor Telecommunicatie;

2° 50 000 frank voor de aangifte van diensten aangeboden aan gesloten gebruikersgroepen, voor zover deze diensten geïnterconnecteerd zijn met een openbaar netwerk;